

L'Allemagne et les Alliés

par PABLO

II. - LA POSITION DES « QUATRE » A LA VEILLE DE LA CONFERENCE DE MOSCOU (1)

A la veille de la Conférence de Moscou, qui se réunira en mars pour aborder la question des traités avec l'Autriche et l'Allemagne, la position de chacun des quatre occupants se présente ainsi :

Les Anglo-Saxons, en procédant à l'unification économique de leurs zones accusent une supériorité très marquée en face de l'U. R. S. S. et de la France. Walter Lippmann, porte-parole journalistique de Washington, n'a pas manqué de souligner ce fait. Escomptant que, tôt ou tard, la France capitaliste et toute l'Europe occidentale seront obligées d'entrer dans le sillage américain, il écrit (*New-York Herald Tribune* 29-11-46) que, si dans la discussion des traités des pays satellites de l'Axe (Hongrie, Roumanie, Bulgarie) l'assentiment russe était nécessaire pour arriver à un résultat, « en Allemagne, la situation est complètement différente : les plus importantes choses peuvent se faire sans qu'il soit nécessaire d'obtenir ce consentement ». En face de l'U. R. S. S., occupant des territoires sur lesquels vivent 18 millions d'Allemands, les trois zones occidentales groupent une population de 46 millions et les trois quarts de l'industrie lourde d'avant guerre. La même disproportion existe dans la main-d'œuvre concentrée dans les zones occidentales, la zone soviétique comptant une majorité de femmes des deux tiers dans sa population.

Mais la supériorité anglo-saxonne dans la bataille politique qui se livre, entre les ex-Alliés, pour la domination de l'Allemagne provient du fait qu'eux seuls, et en particulier l'Amérique seule, grâce à l'apport de ses capitaux et de ses produits industriels et agricoles, sont capables de ranimer l'économie du pays et de la faire sortir de sa paralysie actuelle. Le but avoué de la fusion des deux zones était de réduire les charges que l'occupation a imposées à l'Angleterre et aux Etats-Unis : 80 millions de livres pour celle-là, en 1946, 200 millions de dollars pour ceux-ci durant la même période. L'accord conclu entre les Britanniques et les Américains ne vise pas à diminuer immédiatement

ces charges, mais seulement dans un délai de trois ans. D'ici là, Londres et Washington verseront une somme supplémentaire d'un million de dollars, qui servira à payer les matières premières nécessaires à l'industrie et un certain nombre de machines-outils, ainsi que la quantité de denrées alimentaires indispensables à la population allemande.

Il s'agit, en réalité, d'un gigantesque plan de domination de l'économie allemande par les capitaux anglo-saxons et, en premier lieu, par les capitaux américains. Seuls les produits alimentaires destinés aux Allemands seront financés à l'aide des crédits du gouvernement américain en Allemagne. Par contre en ce qui concerne les Américains, le financement de l'industrie est déjà livré aux capitalistes privés qui, par l'intermédiaire de la « Reconstruction Finance Corporation », accorderaient les prêts nécessaires aux industries allemandes. Pour des raisons qui tiennent à la situation économique de l'Angleterre, désireuse de ménager ses disponibilités en dollars du prêt américain, de n'acheter de préférence que dans les pays de la zone sterling, et de développer ses exportations en produits industriels, plutôt qu'à son amour doctrinal des « nationalisations », Londres se montre enclin à l'adoption en Allemagne d'une politique de « dirigisme étatique ». Les social-démocrates, enfin, préféreraient, à la place des « nationalisations », des « socialisations », c'est-à-dire le transfert de la propriété et de l'exploitation à des collectivités publiques, telles que villes, provinces, syndicats ou coopératives de consommation.

Pour le moment, la fusion des deux zones n'apporte qu'un résultat tangible : la reconstruction de la grande industrie centralisée de l'Allemagne, dominée par les capitaux américains. Les répercussions économiques et politiques de ce fait ont été déjà profondément ressenties par l'U. R. S. S.

La presse soviétique a accusé les Anglo-Saxons de saboter, par la fusion « unilatérale » de leurs zones, l'unité de l'Allemagne et de « consolider les tendances au morcellement de ce pays et de séparer définitivement ses régions orientales de celles de l'Ouest ». (Déclaration du rédacteur diplomatique K. Hoffmann de la radio soviétique

(1) Voir le numéro de janvier-février de *Quatrième Internationale*.